

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1965 Nr. 211

---

---

A. TITEL

*Overeenkomst tussen de Nederlandse en de Italiaanse Regering  
betreffende de aanwerving en de tewerkstelling van Italiaanse  
arbeiders in Nederland;  
's-Gravenhage, 6 augustus 1960*

B. TEKST

De tekst van de Overeenkomst is geplaatst in *Trb.* 1960, 117.  
Voor het op 6 september 1965 te 's-Gravenhage gesloten Protocol  
tot wijziging van de tekst der Overeenkomst zie rubriek J hieronder.

C. VERTALING

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1960, 117.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1960, 117.

Voor het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische  
Gemeenschap zie ook *Trb.* 1962, 104.

Voor de toepassing van artikel 43, alinea (d) van Verordening  
nr. 3, en van artikel 75, lid 3, van Verordening nr. 4 van de Raad  
van de Europese Economische Gemeenschap, inzake de sociale zeker-  
heid van migrerende werknemers, zijn te Brussel tussen de bevoegde  
Nederlandse en Italiaanse autoriteiten de Overeenkomsten gesloten  
onderscheidenlijk van 12 juli 1962 (zie *Trb.* 1965, 160) en van  
27 juni 1963 (zie *Trb.* 1965, 82).

In overeenstemming met artikel 60, lid 2, van de Grondwet is de onderhavige Overeenkomst medegeedeeld aan de Eerste en de Tweede Kamer der Staten-Generaal bij brieven van 24 oktober 1960 (Bijl. *Hand.* II 1960/61 — 6156, nr. 1).

In overeenstemming met artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties is de Overeenkomst op 25 februari 1963 geregistreerd bij het Secretariaat van de Verenigde Naties onder nr. 6546. De tekst van de Overeenkomst en de vertaling in het Engels zijn afgedrukt in „Recueil des Traités” der Verenigde Naties, deel 455, blz. 260 e.v.

Op 6 september 1965 is te 's-Gravenhage een Protocol gesloten tot wijziging van de onderhavige Overeenkomst, dat ingevolge zijn artikel II, eerste lid, juncto artikel 22 van de Overeenkomst, op diezelfde dag in werking is getreden voor de periode eindigend op 6 augustus 1966, welke periode ingevolge genoemde artikelen stilzwijgend kan worden verlengd telkens voor één jaar. Tekst en vertaling van het Protocol luiden als volgt:

**Protocole portant modification de l'Accord entre le Gouvernement du  
Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République  
Italienne concernant le recrutement et le placement de  
travailleurs Italiens aux Pays-Bas, signé à La Haye,  
le 6 août 1960**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement  
de la République Italienne,

désireux de fixer quelques dispositions nouvelles en ce qui concerne le recrutement et le placement de travailleurs italiens aux Pays-Bas et de simplifier les procédures de recrutement, et

désireux de harmoniser les dispositions de l'Accord avec la réglementation de la Communauté Economique Européenne,

sont convenus de ce qui suit.

**Article I**

L'Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Italienne concernant le recrutement et le placement de travailleurs italiens aux Pays-Bas, signé à La Haye, le 6 août 1960, est modifié comme suit:

## Article 5

Le paragraphe 3 est remplacé par:

3. Le „Ministero del Lavoro” aura soin d'exclure les travailleurs intéressés qui, pour des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique prévues par les dispositions en vigueur de la Communauté Economique Européenne, ne remplissent pas de toute évidence les conditions requises pour la libre circulation à l'intérieur de la Communauté.

## Article 6

Le texte de l'article est remplacé par:

Au moment de leur présentation à la Commission néerlandaise les travailleurs italiens doivent exhiber les documents suivants:

- 1) un document valable pour franchir les frontières à l'intérieur de la Communauté;
- 2) un certificat concernant la situation de famille du travailleur afin de permettre au travailleur de bénéficier des dispositions de la législation néerlandaise;
- 3) une attestation contenant des informations sur les résultats de la présélection sanitaire prévue par l'article 5, paragraphe 1er, ainsi que sur ceux de la présélection professionnelle, dans les cas prévus par les dispositions de la Communauté en vigueur.

## Article 7

Le texte de cet article est remplacé par:

1. Les autorités néerlandaises pourront faire soumettre les travailleurs italiens intéressés à des examens médicaux et professionnels plus approfondis, dans les cas où les dispositions de la Communauté ne s'y opposent pas.
2. Les critères à suivre pour la présélection et la sélection sanitaires seront fixés d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux Pays.
3. Les employeurs néerlandais ne peuvent rejeter devant les Bureaux de Travail néerlandais l'avis des autorités néerlandaises sur l'aptitude professionnelle que dans les cas où l'incapacité du travailleur est devenue évidente dans l'exécution de son emploi. Dans ces cas, les Bureaux de Travail néerlandais s'efforceront d'offrir aux intéressés un emploi correspondant à leur capacité professionnelle.

## Article 8

Le premier paragraphe est remplacé par:

1. Les formalités de la sélection ayant été accomplies, le travailleur italien sera invité par la Commission néerlandaise à signer avant

son départ un contrat de travail, rédigé en langues italienne et néerlandaise; le texte de ce contrat, établi et approuvé par les deux Ministères compétents, pourra être modifié d'un commun accord entre ces Ministères.

#### Article 10

Le texte de cet article est supprimé.

#### Article 11

Le texte de cet article est remplacé par:

1. Les travailleurs italiens sont engagés par les employeurs néerlandais selon les dispositions d'un cahier de charges, y compris la rémunération, conformes aux normes généralement appliquées, qui ne doivent en aucun cas être moins favorables que celles appliquées aux travailleurs néerlandais de même catégorie ou faisant un travail similaire.

Les employeurs néerlandais auront soin d'assurer aux travailleurs italiens un logement confortable.

Le contrat doit préciser la participation des travailleurs italiens aux frais de logement et de nourriture. Cette participation ne pourra pas dépasser 20 % du salaire brut minimum, tel qu'il est fixé par l'échelle nationale au moment de la signature du contrat de travail.

2. Le contrat doit tenir compte des règlements spéciaux résultant des contrats collectifs ou des coutumes locales applicables aux travailleurs néerlandais et aura en général une durée de validité de 12 mois; néanmoins dans des cas spéciaux à déterminer de commun accord, la durée peut être réduite jusqu'à 8 mois.

3. Si le contrat est renouvelé après son expiration, il sera prolongé pour une période indéterminée, pour autant qu'une période déterminée ne soit pas expressément convenue.

#### Article 12

Le texte de cet article est supprimé.

#### Article 13

Le texte de cet article est remplacé par:

1. A l'expiration du contrat de travail le travailleur a droit à une prolongation de l'emploi conformément aux dispositions de la Communauté en vigueur.

2. A l'expiration du contrat, ou dans le cas de sa rupture, les frais de rapatriement sont à la charge de l'employeur néerlandais. Ces frais peuvent être à la charge du travailleur seulement dans le cas où le rapatriement est la conséquence d'une faute commise par lui; il appartient au Bureau de Travail dans le ressort duquel se trouve le lieu de travail de prendre la décision à ce sujet.

3. En cas de renouvellement du contrat de travail, l'employeur supporte les frais du voyage aller et retour si le travailleur désire passer son congé en Italie.

#### Article 14

Le texte du paragraphe premier est supprimé et le paragraphe 2 est remplacé par:

Les travailleurs italiens sont assurés contre les risques de voyage; les primes de cette assurance sont à la charge de l'employeur néerlandais.

#### Article 15

Le texte de cet article est remplacé par:

1. Les Bureaux de Travail néerlandais prêtent aux travailleurs italiens leur assistance pour la recherche d'un emploi conformément aux dispositions de la Communauté, au même titre qu'aux travailleurs néerlandais.

2. Les autorités compétentes néerlandaises et les employeurs néerlandais fourniront aux travailleurs italiens toute assistance nécessaire, et particulièrement dans la période initiale de leur emploi, et leur fourniront toutes informations utiles de caractère général, notamment sur le logement et les conditions de vie.

3. Les autorités compétentes des deux Pays examineront avec bienveillance et favoriseront toutes les initiatives des organisations sociales et religieuses italiennes et néerlandaises tendant à faciliter l'adaptation des travailleurs italiens. La collaboration entre les organisations italiennes et néerlandaises ci-dessus visées sera également facilitée.

#### Article 16

Le texte de cet article est supprimé.

#### Article 18

Le premier paragraphe est remplacé par:

1. Les deux Gouvernements instituent une Commission Mixte composée au maximum de 3 représentants pour chacune des deux Parties. Les représentants peuvent être secondés par des experts.

La Commission Mixte se réunit, sur demande de l'une ou de l'autre Partie, alternativement en Italie et aux Pays-Bas et au moins quatre mois avant l'expiration de la validité du présent Accord.

La Commission Mixte a pour tâche de déterminer les mesures nécessaires pour l'exécution du présent Accord et de proposer au besoin des modifications et des additifs.

## Articles 20 et 21

Ces deux articles sont réunis en un seul article nouveau qui sera dénommé Article 20:

1. Les dispositions du présent Accord ne peuvent être interprétées comme portant atteinte aux dispositions de la Communauté concernant la libre circulation des travailleurs.

2. En outre les dispositions du présent Accord n'entravent pas l'application de la réglementation internationale qui comporte des dispositions favorisant une plus libre circulation des travailleurs entre les Etats européens, si la République italienne et le Royaume des Pays-Bas y sont parties.

**Article II**

Le présent Protocole entrera en vigueur le jour de sa signature.

Les dispositions de l'Accord relatives à la durée initiale, la prorogation et la dénonciation s'appliquent au présent Protocole.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Protocole.

FAIT à La Haye, le 6 septembre 1965, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

(s.) J. LUNS

Pour le Gouvernement de la République Italienne:

(s.) ALDO MAZIO

---

**Protocol tot wijziging van de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Italiaanse Republiek betreffende de aanwerving en de tewerkstelling van Italiaanse arbeiders in Nederland, ondertekend te 's-Gravenhage op 6 augustus 1960**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Italiaanse Republiek,

Verlangend enige nieuwe bepalingen vast te stellen betreffende de aanwerving van Italiaanse arbeiders en hun tewerkstelling in Neder-

land en de bij de aanwerving gevolgde werkwijzen te vereenvoudigen, en

Verlangend de bepalingen van de Overeenkomst in overeenstemming te brengen met de regelingen van de Europese Economische Gemeenschap,

Zijn het volgende overeengekomen:

### Artikel I

De Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Italiaanse Republiek betreffende de aanwerving en de tewerkstelling van Italiaanse arbeiders in Nederland, ondertekend te 's-Gravenhage op 6 augustus 1960, wordt als volgt gewijzigd:

#### Artikel 5

Lid 3 wordt vervangen door:

3. Het „Ministero del Lavoro” zorgt ervoor, dat gegadigde arbeiders, die, op grond van overwegingen verband houdende met de openbare orde, de openbare veiligheid en de volksgezondheid, als bedoeld in de van kracht zijnde bepalingen van de Europese Economische Gemeenschap, kennelijk niet voldoen aan de voorwaarden verbonden aan het zich vrijelijk bewegen binnen de Gemeenschap, worden uitgesloten.

#### Artikel 6

De tekst van het artikel wordt vervangen door:

Op het tijdstip van hun melding bij de Nederlandse Commissie dienen de Italiaanse arbeiders de volgende bescheiden over te leggen:

- 1) een geldig document voor het overschrijden van de grenzen binnen de Gemeenschap;
- 2) een certificaat betreffende de familiebetrekkingen van de arbeider, ten einde hem in staat te stellen te profiteren van de bepalingen van de Nederlandse wetgeving;
- 3) een verklaring bevattende gegevens omtrent de resultaten van de voorselectie op basis van de gezondheid als bedoeld in artikel 5, eerste lid, alsmede die van de voorselectie op basis van de vakbekwaamheid, in de gevallen bedoeld in de van kracht zijnde bepalingen van de Gemeenschap.

#### Artikel 7

De tekst van dit artikel wordt vervangen door:

1. De Nederlandse autoriteiten kunnen de belanghebbende Italiaanse arbeiders aan een dieper gaand onderzoek naar hun gezondheidstoestand en vakbekwaamheid doen onderwerpen in gevallen,

waarin de bepalingen van de Gemeenschap zich daartegen niet verzetten.

2. De bij de voorselectie en de selectie op basis van de gezondheid te volgen criteria worden in onderling overleg door de bevoegde autoriteiten van de beide landen vastgesteld.

3. De Nederlandse werkgevers kunnen bij de Nederlandse Arbeidsbureaus het oordeel van de Nederlandse autoriteiten inzake de arbeidsgeschiktheid slechts afwijzen in de gevallen waarin de ongeschiktheid van de arbeider bij de uitoefening van zijn werk onmiskenbaar is gebleken.

In die gevallen zullen de Nederlandse Arbeidsbureaus zich bejveren aan de betrokkenen een betrekking te verschaffen, welke overeenkomt met hun vakbekwaamheid.

#### Artikel 8

Het eerste lid wordt vervangen door:

Nadat de formaliteiten van de selectie zijn vervuld, zal de Italiaanse arbeider door de Nederlandse Commissie worden uitgenodigd vóór zijn vertrek een arbeidsovereenkomst te ondertekenen, welke is opgesteld in de Italiaanse en de Nederlandse taal; de tekst van deze overeenkomst, vastgesteld en goedgekeurd door de beide bevoegde Ministeries, kan in onderling overleg door deze Ministeries worden gewijzigd.

#### Artikel 10

De tekst van dit artikel wordt geschrapt.

#### Artikel 11

De tekst van dit artikel wordt vervangen door:

1. De Italiaanse arbeiders worden door de Nederlandse werkgevers in dienst genomen overeenkomstig de bepalingen van een arbeidsovereenkomst — onder andere vermeldende het loon — die overeenstemmen met de in het algemeen toegepaste normen en die in geen geval minder gunstig mogen zijn dan die welke van toepassing zijn op de Nederlandse arbeiders van dezelfde categorie of op de Nederlandse arbeiders die gelijksoortige arbeid verrichten.

De Nederlandse werkgevers dragen er zorg voor, dat in een goede huisvesting van de Italiaanse arbeiders wordt voorzien. In de overeenkomst dient nauwkeurig het bedrag te worden aangegeven dat de Italiaanse arbeiders bijdragen in de kosten van huisvesting en voeding. Dit bedrag mag niet groter zijn dan 20% van het minimum brutoloon, zoals dit is vastgesteld volgens de nationale norm op het ogenblik van de ondertekening van de arbeidsovereenkomst.

2. De overeenkomst dient rekening te houden met de bijzondere bepalingen welke voortvloeien uit collectieve arbeidsovereenkomsten



of plaatselijke gebruiken die van toepassing zijn op de Nederlandse arbeiders en zal in het algemeen een geldigheidsduur van 12 maanden hebben; niettemin kan in gevallen, in onderling overleg vast te stellen, de geldigheidsduur tot 8 maanden worden beperkt.

3. Indien de overeenkomst na afloop wordt hernieuwd, zal zij voor onbepaalde tijd worden verlengd, voor zover een bepaalde periode niet uitdrukkelijk is overeengekomen.

#### Artikel 12

De tekst van dit artikel wordt geschrapt.

#### Artikel 13

De tekst van dit artikel wordt vervangen door:

1. Na afloop van de arbeidsovereenkomst heeft de arbeider recht op verlenging van het dienstverband volgens de van kracht zijnde bepalingen van de Gemeenschap.

2. Na afloop van de overeenkomst of in het geval dat zij verbroken wordt, komen de kosten van repatriëring ten laste van de Nederlandse werkgever. Deze kosten kunnen slechts ten laste van de arbeider komen in het geval dat de repatriëring het gevolg is van een door hem begane fout; het is de taak van het Arbeidsbureau binnen welks gewest zich de plaats van tewerkstelling bevindt, terzake een beslissing te nemen.

3. In het geval van hernieuwing van de arbeidsovereenkomst draagt de werkgever de kosten van de heen- en de terugreis, indien de arbeider zijn verlof in Italië wenst door te brengen.

#### Artikel 14

De tekst van het eerste lid wordt geschrapt en lid 2 wordt vervangen door:

De Italiaanse arbeiders worden verzekerd tegen de risico's van de reis; de premies van deze verzekering komen ten laste van de Nederlandse werkgever.

#### Artikel 15

De tekst van dit artikel wordt vervangen door:

1. De Nederlandse Arbeidsbureaus verlenen aan de Italiaanse arbeiders bijstand bij het zoeken naar een betrekking, overeenkomstig de bepalingen van de Gemeenschap, op dezelfde wijze als zij deze verlenen aan de Nederlandse arbeiders.

2. De bevoegde Nederlandse autoriteiten en de Nederlandse werkgevers zullen aan de Italiaanse arbeiders alle noodzakelijke bijstand verlenen, in het bijzonder tijdens de aanvangsperiode van hun tewerk-

stelling, en hun alle nuttige inlichtingen van algemene aard verstrekken, in het bijzonder over de huisvesting en de levensomstandigheden.

3. De bevoegde autoriteiten van de beide landen zullen alle initiatieven der Italiaanse en Nederlandse maatschappelijke en godsdienstige organisaties, welke er op gericht zijn om de aanpassing der Italiaanse arbeiders te vergemakkelijken, welwillend beschouwen en bevorderen. De samenwerking tussen de hierboven bedoelde Italiaanse en Nederlandse organisaties zal evenzeer worden vergemakkelijkt.

#### Artikel 16

De tekst van dit artikel wordt geschrapt.

#### Artikel 18

Het eerste lid wordt vervangen door:

1. De beide Regeringen stellen een Gemengde Commissie in, welke wordt samengesteld uit ten hoogste 3 vertegenwoordigers voor elk der beide Partijen. De vertegenwoordigers kunnen worden bijgestaan door deskundigen.

De Gemengde Commissie komt op verzoek van een der Partijen, beurtelings in Italië en in Nederland, en ten minste 4 maanden voor de beëindiging van de geldigheid van deze Overeenkomst, bijeen.

De Gemengde Commissie heeft tot taak de noodzakelijke maatregelen ter uitvoering dezer Overeenkomst vast te stellen en zo nodig wijzigingen en aanvullingen voor te stellen.

#### Artikelen 20 en 21

Deze twee artikelen worden samengevoegd tot een nieuw artikel dat zal worden genoemd artikel 20:

1. De bepalingen van deze Overeenkomst laten de bepalingen van de Gemeenschap voor zover deze het vrije verkeer van werknemers betreffen, onverlet.

2. Daarenboven vormen de bepalingen dezer Overeenkomst geen beletsel voor de toepassing van de internationale regelingen die bepalingen bevatten ter bevordering van een vrijer verkeer van werknemers tussen de Europese Staten, indien de Italiaanse Republiek en het Koninkrijk der Nederlanden daarbij partij zijn.

### Artikel II

Dit Protocol treedt in werking op de dag van zijn ondertekening.

De bepalingen van de Overeenkomst voor zover die betrekking hebben op de aanvankelijke looptijd, de verlenging en de opzegging, zijn van toepassing op dit Protocol.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te 's-Gravenhage, op 6 september 1965, in tweevoud, in de Franse taal.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden:

(w.g.) J. LUNS

Voor de Regering van de Italiaanse Republiek:

(w.g.) ALDO MAZIO

---

Uitgegeven de *achttiende* november 1965.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
J. LUNS.